

Le 4 mai 2023, suite au vote des députés qui a conduit à l'abrogation de l'obligation vaccinale des soignants, nous avons entendu de la part de l'ancien et du nouveau ministre de la Santé des propos que l'on peut résumer ainsi : « *Le refus de la vaccination, c'est le refus de la science* ». Pour Olivier Véran, il y a « *des gens qui doutent de la science* ». Pour François Braun, « *Le complotisme l'a emporté sur la science* ». Dans nos différentes lettres adressées aux député(e)s, sénatrices et sénateurs durant la crise de la Covid 19, nous n'avons cessé de dénoncer l'instrumentalisation de la science par le pouvoir politique :

- des confinements sans preuve de leur efficacité
- l'absence de respect des règles de l'expertise sanitaire, la disparition du débat contradictoire
- des conflits d'intérêt au sein du conseil scientifique
- de nombreuses incertitudes scientifiques qui ont été dissimulées
- les données fiables du réseau Sentinelles ont été ignorées, on a modifié la définition d'un cas confirmé, les tests PCR ont été mal calibrés, provoquant un gonflement artificiel du nombre de cas positifs
- des médecins de ville empêchés de traiter précocement avec le repositionnement de molécules anciennes
- une stigmatisation sans fondement scientifique des non vaccinés, provoquant un clivage de la société.

Le pouvoir politique a fait un choix, tout miser sur une vaccination basée sur une nouvelle technologie à ARNm qui n'avait pas produit le moindre vaccin jusqu'à présent. Quels sont les résultats de ce choix :

- ces vaccins perdent leur efficacité au bout de 3 mois et n'empêchent pas la transmission. Concernant l'efficacité, on est donc bien loin de la performance d'un vaccin tel celui contre la fièvre jaune où une seule injection protège pendant dix ans et confère une immunité stérilisante qui empêche la transmission. On est plutôt dans une situation similaire au vaccin contre la tuberculose qui ne permet pas de prévenir la primo-infection et n'a pas d'impact sur la circulation du bacille tuberculeux (ceci a d'ailleurs justifié la suppression de l'obligation vaccinale contre la tuberculose pour les professionnels de santé)
- on manque d'information sur leur diffusion dans l'organisme, leur stabilité et leurs effets indésirables à long terme. Il y a un nombre considérable d'effets indésirables précoces susceptibles d'être liés à la vaccination (selon la base de données vigiaccess de l'OMS, à ce jour, il y a environ 315 fois plus d'effets secondaires comparativement au vaccin contre le Tetanos, un vaccin distribué dans le monde entier depuis des décennies) avec une proportion importante d'effets indésirables graves, jusqu'à 25 % des signalements (selon les rapports de l'Agence nationale de sécurité du médicament). Il est donc difficile de dire que ces vaccins à ARNm sont sûrs et dénués d'effets indésirables graves
- alors que la balance bénéfices risques ne sera évaluée qu'au terme de la phase d'expérimentation à la fin 2023, ces vaccins à ARNm ont été imposés en oubliant le principe de précaution. Le consentement a été obtenu de façon opaque avec l'absence d'une information loyale sur les vaccins à ARNm alors que ce sont des remèdes insuffisamment éprouvés, le code de déontologie médicale imposant dans ce cas la prudence (cela devrait concerner a priori les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, voire même les moins de 60 ans en bonne santé).

On a bloqué le développement de vaccins classiques à virus tués, basés sur plusieurs antigènes, alors que cette technologie est maîtrisée depuis des décennies. On a confié la campagne de vaccination à McKinsey, un cabinet impliqué dans le scandale des opioïdes aux Etats-Unis. Et de façon plus générale, la crise a été gérée par le secret défense, dans l'opacité des réunions d'un conseil de défense sanitaire et par la peur.

Il est temps de réhabiliter la science, de respecter les règles de l'expertise sanitaire et du débat contradictoire, de lutter contre les conflits d'intérêt, de lutter contre la fraude dans les essais cliniques menés par les laboratoires en les contrôlant par des experts indépendants, d'assurer l'indépendance des agences sanitaires, de renforcer la pharmacovigilance, de respecter la démocratie sanitaire, et de gérer ce genre de crise par la transparence. Que comptez-vous faire pour agir dans ce sens ?



Informer
Rassembler
Reconstruire
Réapprendre

